

La nouvelle idéologie culturaliste

Le concept anthropologique de culture est aujourd'hui détourné par une partie de la sphère politique et médiatique pour venir nourrir une idéologie culturaliste et différentialiste xénophobe, aux conséquences potentiellement désastreuses.

Régis MEYRAN, anthropologue, et Valéry RASPLUS, sociologue*

* Auteurs de *Les Pièges de l'identité culturelle. Culture et culturalisme en sciences sociales et en politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Berg International, 2014 (voir p. 39).

En période de crise politique, économique et sociale aiguë, un certain nombre d'acteurs du monde politique – aidés par quelques commentateurs hypermédiatiques – semblent s'évertuer à formuler des interprétations douteuses du désarroi populaire. Ils situent le problème dans l'érosion de la « culture nationale », alors que les inquiétudes françaises sont plus logiquement imputables à la montée de la précarité. L'objectif pourrait être de brandir une nouvelle idéologie culturaliste et différentialiste, afin de capter un électorat attiré par l'extrême droite.

Ainsi, depuis quelques années, nous assistons à la montée en puissance d'un message explicatif à la plausibilité douteuse qui, pourtant apparu initialement à l'extrême droite, semble en passe d'envahir une grande part du spectre politique, de la droite à la gauche : les Français auraient une identité culturelle très précisément définie, et celle-ci serait menacée dans son essence ; il faudrait donc la défendre contre la contamination des cultures autres, y compris à l'intérieur du cadre national. Or une telle idée est extrêmement discutable. D'abord parce qu'il est abusif de vouloir réduire les pratiques culturelles sur le ter-

ritoire français à une unique « monoculture nationale », pure et figée⁽¹⁾. Ensuite, parce qu'une telle conception absolue de la culture implique l'idée qu'on doit défendre radicalement sa « culture » contre les autres « cultures » exotiques, tombant ainsi dans ce que Pierre-André Taguieff, analysant la phraséologie de la Nouvelle droite, avait naguère qualifié de « *différentialisme* » : préserver sa « culture » serait alors une nouvelle forme de racisme, un racisme culturel, remplaçant l'ancien racisme biologique. Précisons tout de suite que le problème est consubstantiel à l'idée d'une supposée « crise d'identité française », un poncif présent chez des intellectuels et écrivains médiatiques aussi différents que Pierre Nora, Alain Finkielkraut, Raphaël Liogier, Renaud Camus ou Robert Redeker, relayé par des journalistes comme Eric Zemmour ou Ivan Rioufol... S'il y a une « crise d'identité » (ce que nous contestons, car à notre sens la crise est avant tout économique et politique), il faut bien en chercher la cause quelque part. La réponse serait à chercher dans la culture, ce mot étant pris au sens des sciences sociales, et plus précisément de l'anthropologie, et non dans son sens commun (« avoir de la culture », « culture géné-

rale...»). Une mauvaise lecture arendtienne ferait de « la crise de la culture » le pendant naturel de « la crise d'identité ».

Des « branchements » et « collages » culturels

D'un point de vue anthropologique, la culture est certes constituée par un ensemble de façons de penser et de se comporter, communes à un groupe donné, et organisé en un système cohérent (langue, institutions, morale, arts, etc.). Or, tous les spécialistes s'accordent à penser qu'il n'existe plus, en Europe, de culture séparée des autres depuis au moins le néolithique. C'est dire l'écart historique et le décalage temporel entre la réalité anthropologique et les déclarations alarmistes des quelques penseurs identitaires contemporains. Pour Jean Guilaine, il convient de « *travailler à deux niveaux au moins : l'échelle régionale productrice de spéci-*



(1) Cela nous rappelle la sinistre thématique de l'identité nationale chère à Nicolas Sarkozy, développée par le Front national dans les années 1980.



Le 14 mars 2013, Manuel Valls déclare que les Roms habitant les campements de fortune « ne souhaitent pas s'intégrer pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution ».

© CLAUDE TRUONG-NGOC, WIKIMEDIA COMMONS

ficités, de différences, d'autochtonismes, et une perspective en macroanalyse, décryptant interactions, dénominateurs communs, parallélismes dans l'organisation sociale»⁽²⁾. Ce phénomène s'est d'ailleurs accentué depuis la mondialisation des échanges économiques, cela depuis au moins le XVIII^e siècle, et surtout la globalisation récente⁽³⁾.

Dans ce nouveau moment de l'histoire de l'humanité, les identités et les cultures ne se diluent pas (comme le pensait Lévi-Strauss), elles se développent plutôt sous d'autres formes. Désormais, il n'y a plus de culture stable, mais des « branchements » culturels, c'est-à-dire des collages hétéroclites et dynamiques composés à partir d'éléments culturels variés et décontextualisés⁽⁴⁾. Chaque individu, au sein d'une même nation, est donc traversé par un grand nombre d'éléments culturels variés, du plus

local au global. Pour prendre un exemple simple : un Français d'aujourd'hui peut très bien être un musicien professionnel jouant des percussions africaines et être adepte de bouddhisme. Mais il peut être aussi musulman et travailler dans une boulangerie fabriquant des baguettes de « tradition française », comme Ridha Khadher, remportant en 2013 le prix de la meilleure baguette artisanale de Paris (décerné par la Chambre professionnelle des artisans boulangers-pâtisseries).

Une nouvelle phraséologie dédiabolisée

En quoi ces appartenances culturelles variées mettraient-elles en danger la nation ? On se le demande. On pourrait même penser que cette discussion sur le sens du mot de « culture » est purement théorique, voire rhétorique, et n'a aucun effet sur la réalité. Pourtant, on se tromperait.

Car la mauvaise utilisation d'un concept scientifique débouche selon nous sur la fabrication d'une nouvelle idéologie, c'est-à-dire une construction argumentative fautive se présentant comme une évidence, devenue aujourd'hui parfaitement acceptable dans l'espace politique et médiatique. En l'occurrence, il s'agit d'un type de discours qui s'est principalement développé dans les années 1970 au sein de ce que les médias de l'époque ont appelé la « Nouvelle droite » : soit un ensemble de clubs (Grece, Club de l'Horloge) et de revues (*Éléments*, *Nouvelle Ecole*) visant à réformer théoriquement la pensée d'extrême droite. Un certain nombre d'intellectuels, comme Alain de Benoist, ont proposé alors, en détournant les idées de Georges Dumézil ou de Claude Lévi-Strauss, de militer désormais pour la « défense » et la « préservation » des peuples indo-européens et surtout de leur « culture », à un moment où, conséquence des abominations nazies, la notion de race devenait inacceptable dans l'espace public. Une nouvelle idéologie, culturaliste et différentialiste, apparaît alors, qu'on peut résumer en quatre points : 1/ la culture vient remplacer la race comme vecteur principal de l'identité nationale ; 2/ la culture est une construction mythique faite d'éléments purs n'ayant pas varié depuis des temps aussi anciens qu'imprécis ; 3/ la culture est utilisée comme explication totalisante du comportement et de la pensée des

(2) Jean Guilaïne, *Les Racines de la Méditerranée et de l'Europe*, Fayard/Collège de France, 2008, p. 87-88.

(3) Que l'on peut définir comme la perception qu'ont tous les individus à l'échelon le plus local d'appartenir à un monde global, en particulier grâce à l'interconnexion généralisée des réseaux de communication (Marc Abélès, *Anthropologie de la globalisation*, Payot, 2008).

(4) Jean-Loup Amselle, *Branchements. Anthropologie de la mondialisation des cultures*, Flammarion, 2001.

membres d'une même nation (culturalisme); 4/ chaque culture ainsi définie doit être maintenue « respectueusement » séparée des autres, de façon à ce qu'elle conserve sa pureté (différentialisme). Or, il semble que cette nouvelle phraséologie, dont la diffusion est restée relativement limitée à l'époque de sa gestation, prend aujourd'hui une place de plus en plus importante dans l'espace politique et médiatique national: peut-être à cause de la dédramatisation dont a bénéficié depuis de nombreuses années le Front national, qui a vulgarisé ces thèses, et du fait que d'autres partis politiques n'ont dès lors pas hésité à s'emparer de ses thèmes de prédilection.

Fausse constructions argumentatives

Quelques exemples tirés de l'actualité politique récente nous montrent aisément le recours toujours plus systématique au modèle explicatif culturaliste et différentialiste. Le 4 février 2012, Claude Guéant affirmait, on s'en souvient, devant des étudiants de l'Uni⁽⁵⁾, que « nous devons protéger notre civilisation » et que « toutes les civilisations ne se valent pas ». Aux dernières élections municipales, dans la ville de Toulon, l'affiche de campagne du candidat FN Jean-Pierre Waquet comportait le slogan « Protéger notre identité culturelle. "Je m'y engage." » Le 14 mars 2013, Manuel Valls déclare à un journaliste du *Figaro* que les Roms habitant les campements de fortune « ne souhaitent pas s'intégrer pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution ». En octobre 2012, le sénateur PS Claude Dilain, pourtant très impliqué dans la volonté d'aider les quartiers défavorisés, affirme que le meurtre à l'arme blanche de deux jeunes à la Villeneuve, en banlieue de Grenoble, s'explique par les « particularités culturelles »

Nous assistons à la montée en puissance d'un message qui semble en passe d'envahir une grande part du spectre politique, de la droite à la gauche: les Français auraient une identité culturelle très précisément définie, et celle-ci serait menacée dans son essence.

(5) L'Union nationale interuniversitaire (Uni) est une organisation universitaire française, fondée en réaction au mouvement de Mai 68, et aujourd'hui située à l'aile droite de l'UMP.

(6) Régis Meyran, Valéry Rasplus, *Les Pièges de l'identité culturelle*, Berg International, 2014.

de la banlieue. Jean-Claude Sommaire, ancien président du Haut Conseil à l'intégration, préconise en janvier 2013 de « ne pas ignorer le fait communautaire » ni la fracture « territoriale, ethnique, culturelle, religieuse, et sécuritaire », qui explique selon lui la « surdélinquance des jeunes issus de l'immigration » maghrébine et africaine sub-saharienne (en s'inspirant ici des travaux controversés du sociologue Hugues Lagrange). Dernier exemple, Claude Nicolet, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais et secrétaire national du Mouvement républicain et citoyen (parti de Jean-Pierre Chevènement), en charge de la citoyenneté et de la laïcité, expliquait récemment, dans les colonnes du *Figaro*: « Nous n'avons pas suffisamment réfléchi et pensé ce qui se passait dans la droite française, lié au profond sentiment d'angoisse, de peur, d'insécurité culturelle et identitaire que traverse notre pays depuis longtemps. [...] Ce substrat est la base d'une profonde réorganisation idéologique des droites en France. » (16 avril 2014) Le facteur explicatif de la délinquance ou de la mauvaise intégration serait donc, pour ces politiques, d'ordre culturel.

L'usage de l'« insécurité culturelle »

Ce dernier cas met en avant un soi-disant « nouveau trouble » fort à la mode, celui d'« insécurité culturelle », formulé sous l'influence principale du géographe Christophe Guilluy. Nous avons eu l'occasion de montrer la vacuité de cet indicateur, à la fois dans ses multiples définitions – aussi vagues qu'extensives – que dans son usage politique, dénué de toute définition et de validité dans les sciences humaines et sociales, critiqué par des chercheurs comme Michel Wieviorka ou Jean-Loup Amselle, mais qui reste largement évoqué ou porté par des politistes classés à gauche comme Pascal Perrineau,

Jean-Yves Camus ou Laurent Bouvet⁽⁶⁾. Au lieu de réfléchir profondément sur sa pertinence et de considérer que la mention d'une « insécurité culturelle » est un non-sens anthropologique, un certain nombre d'auteurs, principalement universitaires, valident et banalisent son usage sans démarche critique et légitime dans l'espace public son utilisation comme un fait « scientifiquement » établi, ce qui n'est pas le cas. De fait ils participent, volontairement ou malgré eux, à un brouillage idéologique déjà bien implanté dans nos sociétés, qui profitera aux nationaux-populistes et autres identitaires. Nous pensons quant à nous, à l'instar de nombreux anthropologues et sociologues, que les difficultés comportementales des individus s'enracinent dans des parcours de vie problématiques au niveau psychologique, social et économique. La culture ne permet pas d'expliquer totalement le comportement d'un individu. Surtout, on ne peut pas opposer des cultures figées compatibles ou incompatibles entre elles sans tomber dans une forme larvée de racisme: découpage de la nation française en un ensemble d'irrécables « communautés » fermées les unes aux autres, rejet des Français étiquetés « culturellement différents » (« le » musulman, « le » Noir subsaharien), crispation vers une fantasmagorique « identité française » pure.

Il convient donc d'être vigilant sur les abus du terme de culture, dans la sphère médiatique et politique. Car l'effet magique de scientificité qui découle de son utilisation fait passer pour nouvelle et pertinente une vieille antienne dangereuse. Gardons à l'esprit que la piste « culturelle » gomme les effets de classe et de domination, maquille les violences économiques et symboliques accentuées par la crise, et tend à lui substituer de faux responsables. ●